

**COMPTE RENDU DE LA SEANCE
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Du 20 novembre 2019

Le 20 novembre 2019 à 18h30, le Conseil Municipal de SELLES-SUR-CHER dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Monsieur Francis MONCHET, Maire.

Date de convocation : le 13 novembre 2019
Secrétaire de séance : Martine LATOUR

Présents : Mesdames Chantal BARANGER, Marie-Laure BERTHIER, Danielle BOYER, Stella COCHETON, Angélique DUBE, Michelle GAUTHIER, Martine LATOUR, Colette LECOMTE, Martine JOYEUX et Chantal ZOFFOLI.

Messieurs Jean Pierre BEAUGENDRE, Bruno BERNARD, Denis LEBAS, Gérard MARGOTTIN, Francis MONCHET, Maire, et Monsieur Vincent SOMMIER.

Absents et ayant donné pouvoir : Madame Isolina MARTEAU. Messieurs Grégoire BERT (pouvoir à M. Bernard), José MACHADO (pouvoir à M. MONCHET), Pascal DEBOUT.

Approbation du compte rendu : Monsieur le Maire propose d'adopter le CR du dernier conseil :

- : abstention : ... pour : contre : unanimité : X

☐ **Lecture de l'ordre du jour :**

ADMINISTRATION GENERALE

- Sidelc – rapport 2018
- Demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour l'année 2019
- Convention avec la Communauté de Communes – Randonnée pédestre
- Médiathèque : demande de subvention à la l'action culturelle (projet 2020)
- Médiathèque : documents au pilon
- Demande de participation – Cercle Généalogique de Blois
- Redevance pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz
- Effacement des réseaux route de Romorantin – modification de la délibération.

RESSOURCES HUMAINES

- Accroissement temporaire d'activité pour un agent
- Mise à jour de la participation financière à la protection sociale des agents

FINANCES

- Annulation facturation irrécouvrable sur le budget Assainissement
- Cimetière : tarifs des emplacements avec caveau suite à la reprise des tombes
- Réfection du Gymnase n°2 : modification du montant estimatif des travaux
- Ouverture de l'opération budgétaire "Projet : aménagement du parking du Collège"
- Décisions modificatives Ville
- Projet d'acquisition du bâtiment Gamm Vert.

Informations diverses

- Schéma Départemental des Gens du Voyage, Centre Municipal de Santé, Hôpital, Gendarmerie, Terrain Multisport.....

☐ **Extension de l'ordre du jour** : subvention complémentaire pour la Boite à Frisson.

abstention : pour : contre : unanimité : X

☐ **Retrait de l'ordre du jour** : Subvention supplémentaire Vidéoprotection au titre du FIPDR 2019

abstention : pour : contre : unanimité : X

DIA

Maître SAUSSEREAU / SCI BOIS DE CORMERAY / M Maxime CHAUBERT- Mme Charlène CORSET	AI n°185
Maître SAUSSEREAU / Coopérative Agricole de distillerie LA VIGNERONNE / M Sébastien FAVEREAU	YB n°47
Maître SAUSSEREAU / CTS LAMBERT- Mme Jacqueline PELLETIER- M Alain LAMBERT- Mme Maryline LAMBERT / M Dominique DOUCET	AK n°169
Maître SAUSSEREAU / M Marc BLONDEAU / SCI LUCAMILLE	AM n°48
Maître SAUSSEREAU / M Thierry NOURIGAT- Mme Christine MORNAY / M Patrick CHARLES	AA n°34 AA n°35
Maître SAUSSEREAU / CTS BAILLY- Mme Ginette ARDOIN, M Jérôme BAILLY-Mme Marie-Christine BAILLY- M et Mme Louis MONTAGNE	ZN n°7, 8, 9, 10, 22, 23,24
Maître SAUSSEREAU / CTS BIGEAT- Mme Marie CHOUARD- M Jacques BIGEAT / Mme Lurdes DE SOUSA	AP n°6 AP n°7
Maître SAUSSEREAU / M Alain DELIMOGES-Mme Michèle LEGRAS / M et Mme Patrick SELO-SCHAFF	ZM n°214
Maître COUROUBLE / M Domingos DA COSTA ALMEIDA / M Arthur URSACHI LEMERCIER	AP n°236
Maître MONCHAUSSE / M Romuald HASQUIN / M et Mme Juan ECHEVERRI VARGAS	AP n°85
Maître POUNEAU / Mme Monique DELAVIGNE née VEAU- Mme Cécile VEAU / M et Mme Lotfi BEN ROMDHANE	AD n°200 AD n°201 AD n°224
Maître BOUTON / M et Mme Michel CHAUVIET / M Julien SAINSON	AS n°336
Maître LEOMENT / CTS CHAMPILLON – M Philippe CHAMPILLON-M Jean-Marc-CHAMPILLON Pascal- M Laurent CHAMPILLON / M Nicolas CHOLLET	AY n°14 AY n°16
Maître SAUSSEREAU / Mme Valérie ORTLIEB / M Michel BEAULANDE	AE n°109
Maître SAUSSEREAU / M Antonio DA SILVA LOPES – Mme Maria GONCALVES NUNES épouse DA SILVA LOPES / M Georges MOUSSIER	AO n°270
Maître SAUSSEREAU / Mme Brigitte MASSON / SCI CAMBRICE	AK n°37
Maître SAUSSEREAU / M Pierre TINEYRE- Mme Yvette GIBOUIN épouse TINEYRE / M et Mme Didier FLORIN	AW n°64 (p) Parcelle divisée en AW n°192

DECISIONS

avenant n°4 de reconduction de la convention de mise à disposition de la salle de motricité Jules Ferry à l'association Yoga de la vallée du Nahon à compter du 4/10/2019 jusqu'au 30/06/2020 - forfait de 150 € annuel inchangé
marché 2019/05 - programme de voirie - lancement du marché en procédure adaptée - estimatif global de 156632.50€ HT
contrat d'abonnement au logiciel CEGEDIM - Centre municipal de santé - Inv : 2178 € TTC ; FCT : 278 € TTC par mois tacite reconduction
contrat de maintenance du matériel de restauration - entreprise BENARD - du 15/12/2019 au 14/12/2022- 2853.70 € HT
contrat de régie publicitaire avec l'entreprise "la fabrique du degré" avec le cinéma le studio
marché 2019/05 - programme de voirie - attribution du marché à SOBECA pour un montant de 159 715.65 €HT
tarif conventionnel des médecins généralistes en France métropolitaine
marché 2019/03 - attribution du marché d'entretien des infrastructures d'assainissement à l'entreprise SOA du 1/9/2019 pour un an renouvelable 2 fois.

ADMINISTRATION GENERALE

OBJET : SIDELC – RAPPORT 2018

Le Conseil Municipal a reçu le rapport annuel du délégataire, pour l'année 2018. Le conseil municipal doit émettre un avis sur ce rapport.

Les services du SIDELC réalisent tous les ans un rapport d'activité qui établit un bilan de toutes les décisions et actions engagées dans chaque secteur.

C'est un document de référence qui donne une vision complète de toutes les actions conduites par le Délégataire aussi bien dans les services quotidiens apportés à la population qu'à travers les grands chantiers.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'approuver le rapport annuel du SIDELC 2018.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

OBJET : DEMANDE DE RECONNAISSANCE DE L'ETAT DE CATASTROPHE NATURELLE POUR L'ANNEE 2019

La commune a été alertée par de nombreux foyers de modifications importantes des fondations de leurs maisons suite aux fortes chaleurs de cet été.

Les particuliers ont déposés en mairie des dossiers et sollicitent les élus afin de mettre en place une procédure générale de demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. Cette procédure permet aux sinistrés de se faire aider par leurs assurances.

Voici les principales étapes :

Etape n° 1 : le Maire peut informer immédiatement ses administrés, par voie de presse ou d'affichage, de la possibilité de demander en mairie, la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. Il précise également aux sinistrés qu'ils sont tenus de déclarer les dommages subis à leur assureur (comme lors d'un sinistre classique).

Etape n° 2 : Les sinistrés doivent signaler en mairie qu'ils ont subi des dommages liés à un évènement, afin que soit déclenchée la procédure de constatation de l'état de catastrophe naturelle.

Le Maire recense ensuite l'ensemble des dégâts dans sa commune, établit un rapport descriptif de l'évènement, situe les lieux touchés sur une carte de la commune. Une fois le dossier constitué, le Maire l'adresse à la Préfecture **Attention ! En application des dispositions de l'article 95 de la loi de Finances rectificative 2007, une demande ne peut être recevable que si elle intervient dans un délai de 18 mois après le début de l'évènement naturel qui lui a donné naissance.**

Etape n° 3 : Lorsque la préfecture reçoit le dossier du Maire, elle demande et collecte sans délai l'ensemble des rapports nécessaires à l'analyse du dossier, par exemple, s'agissant des inondations, ceux de Météo France et du Service de Prévision des Crues.

Etape n° 4 : Les dossiers adressés par le Préfet au Ministère de l'Intérieur, sont soumis à l'examen d'une commission interministérielle. Celle-ci se réunit mensuellement et exceptionnellement en tant que de besoin. Trois possibilités sont à envisager :

- *La commission ajourne le dossier communal dans l'attente d'informations complémentaires lui permettant de statuer définitivement*
- *La commission émet un avis favorable, l'état de catastrophe naturelle est reconnu pour la commune par un arrêté interministériel qui paraît au Journal Officiel*
- *La commission émet un avis défavorable, l'intensité anormale de l'agent naturel n'a pas été démontrée, le dossier est clos, sauf à ce que de nouveaux éléments probants permettent son réexamen. Un arrêté interministériel paraît au Journal Officiel.*

Etape n° 5 : Dans les deux derniers cas, dès parution au Journal Officiel de l'arrêté interministériel, la préfecture notifie la décision, assortie d'une motivation, aux maires qui informent ensuite leurs administrés.

Vu le Code des Assurances ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Il est proposé de solliciter la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- valider la procédure et solliciter Monsieur le Préfet la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour l'année 2019, pour sécheresse, et sur tout le territoire de la commune et déposer la demande communale auprès de Monsieur le Préfet.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

OBJET : CONVENTION AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES – RANDONNEE PEDESTRE

Le Conseil Départemental a confié la valorisation du PDIR (plan départemental des itinéraires de Promenades et de Randonnées pédestres) au CRDP 41 (Comité Départemental de la Randonnée Pédestre) et à l'ADT. (Agence de développement du Tourisme 41). Dans ce cadre, il convient de signer une convention avec le CRDP41, la CdC Val de Cher Controis et la commune. En effet, le financement du CRDP est assuré par la CdC et l'entretien des chemins reste à la charge des communes.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'autoriser le Maire à signer la convention.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

OBJET : MEDIATHEQUE : DEMANDE DE SUBVENTION A L'ACTION CULTURELLE (PROJET 2020)

Au titre des animations en faveur du livre, proposées par le Conseil Départemental, la Médiathèque propose une animation autour du livre à destination d'un public familial : l'animation aurait lieu le 18 février 2020 à 16h00. Il s'agit d'un spectacle clownesque autour du livre.

Il convient de solliciter le Conseil Départemental en déposant une demande de subvention pour un montant de 370€ soit 50% de la dépense.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'approuver le projet de demande de subvention avec le Conseil Départemental pour le montant le plus élevé possible soit 370€.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

OBJET : MEDIATHEQUE : DOCUMENTS AU PILON

Il est rappelé que chaque année, un certain nombre de livres sont mis au pilon par les agents municipaux. Ces livres sont répertoriés sur une liste en annexe. Ces livres seront mis en vente en fin d'année.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de valider la liste des ouvrages destinés au pilon.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

OBJET : DEMANDE DE PARTICIPATION POUR L'ANNEE 2019 – CERCLE GENEALOGIQUE DE BLOIS

Le Cercle Généalogique de Blois travaille depuis 2016 sur les actes de la ville. Les bénévoles se retrouvent le mercredi matin en Mairie. La commune participe à hauteur de 400€ par an depuis 2017. L'association sollicite pour l'année 2019 une aide de 400€.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de verser au Cercle Généalogique une aide de 400€.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

OBJET : SUBVENTION COMPLEMENTAIRE POUR LA BOITE A FRISSON

L'association la Boite à Frisson sollicite une aide exceptionnelle de 750€ afin de pouvoir rembourser l'avance de 3000€ faite par la ville. En effet, "l'avance" se trouve sur la section d'Investissement et non en fonctionnement.

Pour rappel, l'association a annulé les animations, mais il a fallu honorer les contrats signés (à hauteur de 70%).

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité (abstention de Mme ZOFFOLI) :

- de verser à l'association une aide 750€ et solliciter le remboursement de l'avance de 3000€.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

OBJET : REDEVENCE POUR L'OCCUPATION PROVISOIRE DU DOMAINE PUBLIC PAR LES CHANTIERS DE TRAVAUX SUR DES OUVRAGES DES RESEAUX DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ

Monsieur le Maire donne connaissance aux membres du Conseil du décret n°2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux communes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz.

ROPD : Redevance d'Occupation du Domaine Public

ROPDP : Redevance d'Occupation Provisoire du Domaine Public

Pour l'année 2019, nous recevrons 1047€, soit 951€ au titre du ROPD et 96€ au titre du ROPDP.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de valider le montant total pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz.
- d'émettre un seul titre de recette.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

OBJET : EFFACEMENT DES RESEAUX ROUTE DE ROMORANTIN – MODIFICATION DE LA DELIBERATION

Dans la cadre de l'élaboration de l'opération : effacement des réseaux Rue de Romorantin sur la Commune de Selles-sur-Cher, Monsieur le maire donne connaissance au conseil municipal de la lettre en date du 10 septembre 2019 de Monsieur le président du Syndicat Intercommunal de Distribution d'Énergie de Loir-et-Cher, par laquelle celui-ci donne une suite favorable à la proposition communale de réaliser ces travaux :

- de distribution d'énergie électrique
- d'éclairage public
- de télécommunication

Sous réserve de l'obtention de l'ensemble des autorisations nécessaires à sa réalisation.

Les montants des études et travaux issus des études d'avant-projet réalisées par le SIDELC sont rappelés ci-dessous :

	COUT DES TRAVAUX			Mode	PARTICIPATIONS	
	HT	TVA	TTC		SIDELC (40%)	COMMUNE (60%)
ELECTRICITE						
Etude PD	2 082.36 €	416.47 €	2 498.83 €	HT	832.94 €	1 249.42 €
Génie civil BT	80 628.90 €	16 125.78 €	96 754.68 €	HT	32 251.56 €	48 377.34 €
Divers imprévus	4 135.56 €	827.11 €	4 962.67 €	HT	1 654.22 €	2 481.34 €
TOTAL	86 846.82 €	17 369.36 €	104 216.18 €		34 738.72 €	52 108.10 €
ECLAIRAGE PUBLIC						
Etude PD	317.09 €	63.42 €	380.51 €	TTC	0.00 €	380.51 €
Génie civil EP	15 028.35 €	3 005.67 €	18 034.02 €	TTC	0.00 €	18 034.02 €
Divers imprévus	767.27 €	153.45 €	920.72 €	TTC	0.00 €	920.72 €
TOTAL	16 112.71 €	3 222.54 €	19 335.25 €	TTC	0.00 €	19 335.25 €
GC ORANGE						
Etude PD	1 307.70 €	261.54 €	1 569.24 €	TTC	0.00 €	1 569.24 €
Génie civil FT	22 346.63 €	4 469.33 €	26 815.96 €	TTC	0.00 €	26 815.96 €
Divers imprévus	1 182.72 €	236.54 €	1 419.26 €	TTC	0.00 €	1 419.26 €
TOTAL	24 837.05 €	4 967.41 €	29 804.46 €	TTC	0.00 €	29 804.46 €
TOTAL GENERAL	127 796.58 €	25 559.32 €	153 355.90 €		34 738.72 €	101 247.81 €

Ces chiffres, qui ne sont que des valorisations, seront actualisés avant le début des travaux (tableau définitif). Ils seront également susceptibles d'évoluer lors de leur réalisation en fonction des imprévus, de la nature du sol et des aléas de chantier. Toute modification du montant et des quantités devra faire l'objet d'un nouvel accord du maire. Dans le cas où la commune souhaite que le SIDELC réalise les études d'exécution de réseaux et d'éclairage public et de télécommunication, elle doit, pour cela, lui transférer temporairement sa maîtrise d'ouvrage pour les réseaux concernés.

Concernant les travaux d'éclairage public, la commune pourra solliciter les participations financières du SIDELC dans les conditions décrites dans la délibération n°2016-29 du 15/09/2016. Le montant de ces participations sera transmis avant le début des travaux (tableau définitif).

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité (abstention de Mme BERTHIER et M LEBAS) :

- de demander l'obtention des participations financières « Éclairage public » du SIDELC.
- de décider de transférer temporairement au SIDELC sa maîtrise d'ouvrage pour les réseaux et d'éclairage public et de télécommunication afin qu'il réalise l'ensemble des études d'exécution de l'opération.
- de donner son accord à la réalisation des études d'exécution pour l'opération de distribution d'énergie électrique.
- d'accepter que les travaux correspondants aux études d'exécution de cette opération ne puissent pas être repoussés au-delà d'un délai de deux années. Passé ce délai, ce dossier sera retiré de la liste des affaires et une nouvelle demande sera nécessaire pour relancer cette opération. Les travaux ne devront pas débuter avant février 2020.
- de prendre acte qu'en cas de non réalisation des travaux dans un délai de deux ans suivant la réalisation des études de la phase d'exécution, le coût des études sera entièrement à la charge de la commune et sera dû au SIDELC.
- de décider que les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération seront prévus au budget 2020.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

RESSOURCES HUMAINES

OBJET : ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE POUR UN AGENT

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3 – 1° ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un accroissement d'activité au cinéma lié à une décharge syndicale.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de recruter un agent contractuel dans le grade d'adjoint technique territorial relevant de la catégorie hiérarchique C pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour une période de 3 mois à compter du 1er décembre 2019 et qui pourra être renouvelé pour une durée maximale de 12 mois. Cet agent assurera des fonctions de projectionniste à raison de 23/35ème. La rémunération de cet agent sera calculée par référence à l'indice brut 348, indice majoré 326 du grade de recrutement. Cet indice sera revu en fonction des évolutions réglementaires. Les crédits correspondants sont inscrits au budget.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

OBJET : MISE A JOUR DE LA PARTICIPATION FINANCIERE A LA PROTECTION SOCIALE DES AGENTS

Le Maire rappelle que par délibération n° 2012-09/D/4-1/116 en date 18 septembre 2012, une mise en conformité de la participation financière à la protection sociale des agents a été mise en place à compter du 1er janvier 2013.

Afin de tenir compte de l'augmentation des salaires et de l'augmentation du tarif du maintien de salaire (passage de 2,57 % à 2,85 % pour l'option 2 prise par 90 % des agents) il est proposé de passer le tarif antérieur de 11,60 € à 13,10 €.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de verser, à compter du 1er janvier 2020, une participation mensuelle de 13,10 € à tout agent pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une garantie prévoyance Maintien de Salaire labellisée (1er versement sur les traitements de décembre 2019), de proratiser cette participation en fonction du temps de travail de l'agent et que cette participation sera prévue au budget 2020.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

FINANCES

OBJET : ANNULLATION FACTURATION IRRECOUVRABLE SUR LE BUDGET ASSAINISSEMENT

Au vu de la délibération 2007/093 prise lors de la séance du conseil Municipal du 17 Juillet 2007,

Au vu des nombreux impayés apparaissant dans les états remis par le délégataire VEOLIA,

Au vu du suivi complémentaire du recouvrement des sommes dues avant transmission des non valeurs à la trésorerie,

Au vu de l'autorisation de Monsieur Le Maire d'effectuer le suivi comptable des factures restant dues au niveau de la part assainissement revenant à la collectivité,

En application de cette délibération, sur la redevance reçue le 2 septembre 2019 par VEOLIA, il apparait en déduction créances irrécouvrables un montant global 1 164.47 € HT

Les montants globaux suivants ne peuvent pas être mis en recouvrement :

- Insuffisances d'actifs : 163.89 € HT
- Montant individuel inférieur à 10€ : 7.36 € HT
- Administré décédé : 71.16€ HT

soit un montant total de 242.41€

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de ne pas émettre de titre.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

OBJET : CIMETIERE : TARIFS DES EMPLACEMENTS AVEC CAVEAU SUITE A LA REPRISE DES TOMBES

Dans le cadre de la reprise des concessions au cimetière, il s'avère que l'état de caveaux existants ne permettait pas leur destruction ou le retrait.

En effet, soit l'état de ces caveaux était compatible avec l'accueil d'un nouveau cercueil, ou bien la configuration du caveau mettait en péril la sécurité des concessions contiguës.

Suite aux travaux réalisés par les pompes funèbres, il s'avère que le tarif conseillé à la vente est le suivant en fonction des modèles disponibles, il est donc nécessaire d'établir un tarif comme suit :

CAVEAUX	
➤ 2 places	1 173 €
➤ 3 places	1 500 €
➤ 6 places	2 800 €

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de valider les tarifs ci-dessus.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

OBJET : REFECTION DU GYMNASSE N°2 : MODIFICATION DU MONTANT ESTIMATIF DES TRAVAUX

Monsieur le Maire rappelle le projet de réfection du gymnase mené par le cabinet de maîtrise d'œuvre CAU.

Suite à des investigations complémentaires, la présence d'amiante a été détectée. Le projet s'en trouve alors modifié comme suit :

Le marché de travaux comprenait : la rénovation des vestiaires existants, un agrandissement au niveau du hall d'entrée ainsi que la réfection de l'éclairage led et du sol de la partie salle de sport pour un montant de 163 000 € HT.

Désormais, un désamiantage doit être prévu et est estimé à 112 000 € HT en sus. De plus, en admettant que l'intégralité des options intégrées au Dossier de consultation des Entreprises soit validée, le montant total des travaux pourrait s'élever à 310 000 € HT. De plus, au vu du nouveau montant des travaux, les honoraires de Maîtrise d'œuvre (pourcentage du montant des travaux) passe de 14 000 € HT à 30 000 € HT.

Tout comme la mission SPS (attribué à la SOCOTEC) pour lesquelles les honoraires passeraient de 5 350 € HT à 7 490 € HT

Par conséquent Monsieur le Maire propose de valider ces nouveaux montants résumé ci-dessous :

Opération : Réhabilitation du gymnase	
Travaux	310 000 € HT
Maîtrise d'œuvre	30 000 € HT
Contrôle technique et mission SPS	7 490 € HT
Total de l'opération	347 490 € HT

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de valider le nouvel estimatif de l'opération, de valider le dossier de consultation, d'autoriser le maire à lancer le marché, d'autoriser à signer les pièces du marché après avis de la commission d'attribution des procédures adaptées ou autres pièces nécessaires au bon déroulement de l'opération.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

OBJET : OUVERTURE DE L'OPERATION BUDGETAIRE « PROJET : AMENAGEMENT DU PARKING DU COLLEGE »

Nous avons été interpellés par le Principal du Collège sur la sécurité des élèves lorsqu'ils sont devant l'entrée. En effet, il y a un mélange entre les véhicules légers et les autocars. Cela crée un mouvement de foule et c'est un risque pour les élèves. L'idée est donc de lancer une réflexion sur un possible aménagement en 2020 et donc de pouvoir consulter un Maître d'Œuvre. Ce dernier pourra fournir à l'équipe municipale :

- un relevé topographique
- une esquisse
- un estimatif des travaux.

L'ensemble des documents permettront de solliciter des demandes de subvention au titre de la DETR 2020 et du Conseil Départemental (compétence des collèges).

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'ouvrir une opération "Aménagement du parking du Collège" et prévoir une enveloppe de 6000€ sur le budget 2019.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

OBJET : DECISION MODIFICATIVE – BUDGET VILLE

Il convient d'ajuster les comptes budgétaires suite à des modifications de marchés et ou subventions reçues.

FONCTIONNEMENT DEPENSES			FONCTIONNEMENT RECETTES		
CHAPITRE-COMPTÉ-FONCTION	MONTANT	OBSERVATIONS	CHAPITRE-COMPTÉ-FONCTION	MONTANT	OBSERVATIONS
022-022	-40 900,00 €	diminution dépenses imprévues			
023-023	39 100,00 €				
6574-020	1 800,00 €				
TOTAL	0,00 €		TOTAL	- €	
0,00 €					
INVESTISSEMENT DEPENSES			INVESTISSEMENT RECETTES		
CHAPITRE/OPERERAT-COMPTÉ-FONCT	MONTANT	OBSERVATIONS	CHAPITRE-COMPTÉ-FONCT	MONTANT	OBSERVATIONS
1803-2135-211	13 000,00 €	sécurités écoles interphones	10-10222-01	15 500,00 €	complt FCTVA
1803-2188-211	20 000,00 €	sécurités écoles caméra portails	10-10226-01	1 000,00 €	complt TAM
1806-21568-110	30 000,00 €	complément vidéoprotection rues	13-1323-814-1301	1 700,00 €	SIDELC led éclairage public
1703-2312-414	12 000,00 €	Complément citypark	13-1311-110-1806	41 500,00 €	FIPD 2019 vidéoprotection
1905-2315-822	195 000,00 €	programme de voirie 2019	13-1318-414-1703	26 000,00 €	complt subvention City park
1906-2315-824	6 000,00 €	abord collège			
20-2051-020	7 000,00 €	logiciel messagerie	021-021	39 100,00 €	
20-2051-511	2 000,00 €	logiciel CMS			
21-2183-511	1 300,00 €	informatique CMS			
21-2184-511	800,00 €	mobilier CMS			

21-2188-511	4 700,00 €	matériel CMS			
23-2315-020	8 000,00 €	compt BONDICE			
21-2151-822	-160 000,00 €	virement voirie sur programme 2019			
204-20422-70-HCA	-15 000,00 €	OPAH			
21-2138-020	-26 000,00 €	virement 2138/2315			
23-2315-020	26 000,00 €	virement 2138/2315			
TOTAL	124 800,00 €		TOTAL	124 800,00 €	

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de valider la décision modificative du budget Ville.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations..

OBJET : PROJET D'ACQUISITION DU BATIMENT GAMM VERT

Monsieur le Maire informe les conseils Municipaux que le bâtiment Gamm Vert est en vente et qu'il conviendrait sans doute d'en faire l'acquisition.

En effet ce bâtiment est situé à proximité de la place Charles de Gaulle, au centre de la Ville et que la surface est importante.

Monsieur le Maire sollicite le Conseil Municipal afin de l'autoriser à :

- Valider le projet d'acquisition
- Entrer en négociation avec le propriétaire

Une autre délibération sera prise au sein du Conseil Municipal pour acter définitivement la décision et le prix.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'autoriser le Maire à entrer en négociation.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

L'ordre du jour est terminé.

INFORMATION DIVERSES

Schéma Départemental des Gens du Voyage : le Schéma Départemental est proposé par les services de la Préfecture et du Département. Ce projet de schéma doit être approuvé le 16 janvier 2020 et couvrira la période 2020-2026 et est basé sur 5 axes :

- L'Aire de Grand Passage
- La sédentarisation
- L'éducation et la scolarisation.
- La santé
- Et l'insertion professionnelle

Les communes et CdC doivent émettre un avis. Il sera proposé au schéma que l'aire municipale soit attribuée à la CdC puisque la Communauté possède la compétence gestion des Aire de Voyage. Le Conseil Municipal devra délibérer lors du prochain CM (le 18 déc).

Hôpital : le permis de construire a été déposé mi-juin, l'avis du SDIS est favorable. Les Appels d'offres sont en cours avec dépôt des offres le 12 décembre et attribution le 07 janvier.

Gendarmerie : le PC est déposé par le cabinet de Blois (M. Focal) auprès des services de l'Etat. La Com Com a obtenu 950 000€ de subvention au titre de la DETR. Le retour des Appels d'Offres était hier.

Terrain Multisport : la consultation sera lancée mi-décembre. Nous avons reçu une subvention supplémentaire du CNDS (après 3 tentatives) de 46 500€.

Au total : 18 700 € du Pays, 30 000€ de fonds de concours de la Com Com et CNDS 46500€ soit 95200€ de subvention pour une dépense maxi de 115 000€ environ.

Aire de Camping-Car : les travaux ont été réceptionnés. L'ouverture est décalée pour l'instant car nous sommes en attente de l'ouverture de la ligne Orange (demandée en juin 2019). Rv prévu le 27 novembre à 10h30.

Travaux sur les réseaux de la Place (Eau, pluvial, assainissement, réseaux de chaleur) : les travaux doivent être terminés pour le mercredi 11 décembre (sauf conditions climatiques).

Travaux Voirie 2019 : les travaux doivent commencer le 02 décembre et sur 2 mois environ.

- Construction de chaussée rue Matriciano
- Aménagement de sécurité Levée des Chataigners
- Construction de chaussée Impasse du Champ Carré
- Construction de chaussée rue des Etangs de la Bourroche
- Construction de chaussée et pluvial rue Paul / Rue de Flandres
- Construction d'aqueduc rue Porte aux Renards et rue de Miseray
- Aménagement de sécurité rue des Ursulines
- Aménagement de sécurité rue de St Lazarre
- Aménagement de sécurité rue 15 Août 44 (Plateau n°1 – 2 – 3 – 4)
- Aménagement de sécurité rue de La Noue (Tranche conditionnelle n°1)

Centre Municipal de Santé : ouvert depuis le 4 novembre, il faut compter un bon mois de mise en route, les rendez-vous s'enchainent sur 4 jours (fermé le jeudi).

Catastrophe 2018 : en juillet 2019, la commune a reçu l'arrêté préfectoral indiquant que la Ville n'était pas reconnue en état de catastrophe naturelle. Nous avons contesté cette décision auprès du Tribunal Administratif d'Orléans et avons décidé de prendre un avocat pour défendre l'intérêt des sellois touchés par cette catastrophe.

Vidéoprotection : la ville a obtenu une subvention supplémentaire de 41 500€ au titre du FIPDR – fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation - (après 2 tentatives), ce qui a permis de compléter l'offre de sécurité :

- Le cimetière
- Les rues de Sion, Massacré, Philipe de Béthune et rue du Cher.
- Rue Porte Grosset
- Station d'épuration
- Aire de Camping-Car
- Champcol
- Services techniques

Concernant le dossier de sécurité des écoles, l'entreprise Dixys a commencé le déploiement des caméras et interphones. A ce jour l'école ronde et le champ de mai sont vidéoprotégées. Le Moulinet l'était depuis l'année dernière. Il reste l'école Jules Ferry. Les différentes clôtures et portails sécurisés seront réalisés début 2020.

Le centre de radiologie : la ville a appris le mardi 15 octobre le départ du Centre de Radiologie sur la commune de Noyers sur Cher. Aucune demande de rendez-vous n'est émise avant cette annonce. Les 1^{er} échanges entre les différents protagonistes ont commencé bien avant.

Le prochain CM aura lieu le : mercredi 18 décembre à **18h15** avec présentation du nouveau CME

Vœux de la Municipalité : ils auront lieu le Lundi 27 janvier 2020 à 18h30 à la Salle des fêtes.

M. le Maire lève la séance à 20h20.

Pour être affiché le : 25 novembre 2019

Le Maire
Francis MONCHET



Le secrétaire de séance
Martine LATOUR

